

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**LE COMMERCE EXTÉRIEUR****L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LES PROGRAMMES SOCIAUX**

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Tout au long des pourparlers sur le libre-échange, il a répété que les programmes sociaux et celui de l'assurance-maladie n'étaient pas négociables. Mais ce n'est pas ce que constatent les Canadiens. La semaine dernière, l'Organisation nationale anti-pauvreté a soutenu que cet accord compromettrait l'existence des programmes sociaux actuels et futurs. Hier, le président du British Columbia Business Council, un partisan du libre-échange, a déclaré que l'assurance-maladie risquait d'en être affaiblie. Comment le premier ministre a-t-il pu signer un accord qui, selon ses propres partisans, risque de nuire au programme d'assurance-maladie?

**L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, pour répondre à la députée, je dirai que, de toute évidence, le premier ministre n'a rien fait de tel. Il n'est nullement question, dans cet accord de libre-échange, des programmes sociaux, comme nous nous évertuons à en convaincre la Chambre. C'est l'opposition qui sème la crainte dans l'esprit des Canadiens en prétendant que certaines mesures auraient été prises dans l'accord de libre-échange, alors qu'il n'en est rien.

[Français]

**ON DEMANDE POURQUOI IL N'Y A PAS DE GARANTIE ÉCRITE AU SUJET DES PROGRAMMES SOCIAUX DANS L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN**

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, la ministre vient d'apporter des éclaircissements à la population canadienne, il n'y a pas un mot, pas une garantie écrite pour sauver, que ce soient l'assurance-santé, les programmes sociaux, pour les pensions de sécurité de la vieillesse ou les programmes de services de garderies. Pourquoi le premier ministre a-t-il signé un accord qui ne donne pas une garantie écrite que ces programmes ne seront pas inclus dans aucun accord futur entre les Américains et les Canadiens? Pourquoi n'y a-t-il rien d'écrit pour protéger ces programmes dans cet Accord?

[Traduction]

**L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, la réponse que j'ai donnée à la première question vaut également pour celle-ci. Les programmes sociaux ne figurent absolument pas dans l'accord de libre-échange. Si les Canadiens le croient, c'est uniquement du fait que l'opposition s'emploie à les induire en erreur en persistant à affirmer que ces programmes en font partie.

● (1420)

L'opposition nous accuse à tort. Elle se fait prophète de malheur et elle devra en rendre compte aux Canadiens.

**L'AVENIR DES PROGRAMMES SOCIAUX**

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, j'aimerais obtenir une réponse du premier ministre s'il estime . . .

**Des voix:** Oh, oh!**M. le Président:** La parole est à la députée de Hamilton-Est.

**Mme Copps:** Je crois que le premier ministre devrait s'intéresser aux soins médicaux prodigués aux Canadiens.

Je veux demander plus précisément au premier ministre pourquoi il n'y a rien dans ces documents imprimés sur papier bleu glacé et distribués par son parti pour garantir l'avenir du régime de soins médicaux au Canada, des soins donnés aux enfants, du congé de maternité et de l'équité en matière de paie?

Pourquoi les pensions versées aux citoyens âgés ne sont-elles pas protégées en vertu d'une garantie précise donnée par écrit selon laquelle elles ne feront jamais l'objet d'initiatives anti-dumping ou de droits compensateurs de la part des États-Unis?

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas exigé des garanties par écrit pour aider les Canadiens?

**L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, ces programmes ne figurent pas dans l'accord sur le libre-échange parce que le premier ministre a déclaré dès le début que les programmes sociaux n'entreraient pas en ligne de compte lors des pourparlers sur le libre-échange.

**Des voix:** Bravo!

**M. Caccia:** Ce n'est pas ce que prétend l'Association médicale canadienne.

**Mlle Carney:** Quant aux préoccupations sociales, puis-je signaler que, d'après les nouvelles données statistiques que Statistique Canada vient de publier aujourd'hui, le nombre de Canadiens vivant en deçà du seuil de la pauvreté a encore diminué. Depuis que le gouvernement est arrivé au pouvoir, un demi-million de Canadiens ont franchi le seuil de la pauvreté et le nombre de citoyens âgés appartenant à cette catégorie est plus faible que jamais.

Telles sont les réalisations sociales du gouvernement actuel.

**LES VENTES DE BLÉ SUBVENTIONNÉ FAITES PAR LES ÉTATS-UNIS**

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Elle concerne un groupe de notre société dont un nombre croissant a franchi le seuil de la pauvreté, je veux parler des agriculteurs canadiens.

Pour la troisième fois depuis la signature le 4 octobre de l'accord commercial du premier ministre, les Canadiens ont vu le gouvernement américain prendre des mesures visant à nous voler nos clients et à faire baisser le prix du blé au Canada.

D'après la Commission du blé, les États-Unis sont maintenant en train de vendre aux enchères à perte quelque 22 millions de tonnes de blé subventionné par les contribuables américains. Quelle mesure précise le premier ministre a-t-il prise ou a-t-il l'intention de prendre afin de protester contre cette violation de son propre accord commercial?